



Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Laboratoire d'Analyse des Politiques de Développement



International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

ACTES DE LA CONFÉRENCE ÉCONOMIQUE INTERNATIONALE DE DAKAR (CEID)

*Améliorer le ciblage des politiques publiques pour une économie solide,
inclusive et génératrice d'emplois décents en Afrique*

Université Cheikh Anta Diop de Dakar – Sénégal, 2 et 3 mai 2023

EFFETS DE L'INCLUSION FINANCIÈRE SUR LA CROISSANCE INCLUSIVE DANS LES PAYS DE L'UNION ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE OUEST AFRICAINE (UEMOA)

KHADY DIAW, Docteur en Sciences Economiques, Université Cheikh Anta DIOP de Dakar

NDIACK FALL, Professeur Agrégé en Sciences Economiques, Université Cheikh
Anta Diop de Dakar

RÉSUMÉ : L'objectif général de cet article est d'analyser les effets de l'inclusion financière sur la croissance inclusive. En utilisant le test de causalité de Dumitrescu et Hurlin (2012), le modèle AutoRegressive à Retards Echelonnés (Pesaran, 1999) et le modèle de panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur Kremer et al. (2013), nos résultats montrent, l'existence d'une causalité unidirectionnelle qui va de l'inclusion financière vers la croissance inclusive. En outre, nos résultats décèlent un effet positif de l'inclusion financière sur la croissance inclusive sur le long terme et que le seuil optimal de l'inclusion financière qui permet d'améliorer la croissance inclusive, dans la zone UEMOA, est à 0,46. De ces aboutissements, plusieurs implications de politiques économiques sont proposées notamment une mise en œuvre des politiques pouvant faciliter l'accès aux services bancaires et de microfinance par les pauvres à travers l'octroi des crédits et la baisse de leurs taux d'intérêt ainsi que ceux des dépôts.

MOTS-CLÉS : Croissance inclusive, inclusion financière, ARDL, panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur, UEMOA

Les idées et opinions exprimées dans les textes publiés dans les actes de la CEID n'engagent que leurs auteurs et ne représentent pas nécessairement celles de l'UCAD ou de ses partenaires. Aussi, les erreurs et lacunes subsistantes de même que les omissions relèvent de la seule responsabilité des auteurs.

Introduction

L'inclusion financière est considérée comme un moteur de réduction de la pauvreté en aidant les individus à démarrer des activités génératrices de revenus afin de réduire le taux de chômage ; Akileng (2018). Ainsi, l'inclusion financière peut être considérée comme un accélérateur de la croissance inclusive dans les pays en développement, dans la mesure où elle permet d'améliorer le niveau d'investissement à travers la mobilisation de l'épargne et l'accès au crédit des populations démunies et des petites et moyennes entreprises (PME). La notion de l'inclusion financière fait l'objet de plusieurs définitions. Cependant, en fonction du niveau de développement socio-économique de chaque pays, l'inclusion financière est définie par différents aspects. Selon l'Organisation des Nations Unies (ONU), elle est définie comme étant l'accès à un prix raisonnable pour tous les ménages et entreprises, à une large gamme de services financiers : épargne, crédit à court et long terme, crédit-bail, assurances, paiement, envois de fonds internationaux etc.

Pour sa part, l'Organisation Internationale de Droit du Développement (OIDD) la conçoit comme « une prestation de services solides et abordables aux personnes qui n'ont pas de compte bancaire et celles qui n'ont pas accès au système financier officiel ». Sarma et Pais (2011) analysent l'inclusion financière comme un mécanisme qui permet à tous les individus d'accéder, de disposer et d'utiliser le système financier formel à un coût acceptable. Quant au concept de croissance inclusive, la Banque mondiale (2008) l'appréhende comme une égalité des chances en matière d'accès aux marchés, aux ressources et à un environnement réglementaire neutre pour les entreprises et les ménages.

Du point de vue du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la croissance inclusive est d'une part, considérée comme une situation qui permet à chacun de participer au processus de croissance économique en étant acteur de la création de richesses. D'autre part, la croissance inclusive procure des avantages qui sont partagés. L'OCDE (2018) définit la croissance inclusive comme une croissance économique qui crée des opportunités pour tous les segments de la population et distribue les dividendes d'une prospérité accrue, en termes monétaire et non monétaire, de manière équitable dans la société, et qu'elle est durable et efficace pour réduire la pauvreté. En somme, la croissance inclusive met en exergue l'effet participatif et celui de la répartition des populations.

La lutte contre la pauvreté a été établie par les autorités de la zone UEMOA comme l'objectif principal sur la liste de leurs priorités. En effet, les Ministres des Finances des Etats membres de l'UEMOA se sont engagés, à l'issue d'un séminaire sur le thème « Stratégie de Réduction de la Pauvreté dans les Etats membres de l'UEMOA », à mettre en œuvre des mesures destinées à réduire la pauvreté et à favoriser une croissance soutenue et équitable dans la sous-région. L'on constate que l'importance de l'accès aux services financiers en matière de développement humain en particulier de la réduction de la pauvreté. Cela pousse les pays membres de l'ONU (193 Etats) de la mettre en avant lors de la définition des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000 à New-York. Certifiant ainsi, son rôle primordial de la lutte contre la pauvreté à travers les Objectifs du Développement Durable en 2015.

Dans l'UEMOA, l'inclusion financière est évaluée à travers trois dimensions à savoir l'offre, la demande et les prix des services financiers. Ainsi, les statistiques ont révélé qu'à côté de sa première dimension (l'offre), une forte amélioration a été enregistrée au cours de la période 2007 à 2019 qui a été estimée respectivement à 1 et 102 points de services pour 10.000 adultes soit une hausse de 101 points de services. Quant au seconde sous-dimension de la première dimension, le taux global de pénétration démographique des services financiers connaît également une hausse en passant de 1 point de services sur 1000Km² en 2007 à 205 points de services financiers sur 1000km² en 2019. Concernant sa dimension « demande », elle est mesurée par trois indicateurs à savoir le taux de bancarisation brut, le taux de bancarisation strict et le taux global d'utilisation des services financiers.

Ces derniers ont également connu une hausse pour passer respectivement de 7,6%¹ ; 16,7% et de 14,3% en 2007 à 17,6% ; 38% et de 60% en 2019. Pour sa dimension « accessibilité-prix », elle est mesurée à travers le taux d'intérêt nominal des dépôts et celui des crédits. Ainsi, une baisse de ces taux d'intérêt a été notée dans la zone UEMOA. En effet, ils ont passé respectivement de 4,75% et de 7,82% en 2007 à 5,34% en 2019. Néanmoins, il est indiqué que près d'un tiers de la population âgée de 15 ans et plus ne détenait pas de compte bancaire dans le système financier officiel (BM,2018). Par ailleurs, même si une hausse de l'inclusion financière à l'échelle mondiale a été constatée, 1,7 milliards d'adultes soit 31% des adultes ne parviennent pas à accéder à un compte de transaction de base (UFA,2020). En outre, plus de 2,5 milliards de personnes dont la majorité sont les pauvres sont exclues du système financier. Par conséquent, ces pauvres n'auront pas la possibilité de participer à la croissance économique afin de pouvoir améliorer leurs conditions de vie.

De surcroît, l'argent mobile continue de croître dans toutes les régions, en particulier en Afrique de l'Ouest. Dans les économies à faible revenu, il y a deux fois plus de comptes d'argent mobile que de comptes bancaires pour 1 000 adultes ; (Enquête du FMI sur l'accès financier). En effet, plusieurs études ont montré que le développement du secteur financier est un élément clé dans la création de richesses et d'amélioration des conditions de vie des populations les plus démunies, (Beck et al., 2000; Demirgüç-Kunt et Levine, 2008).

Dans ce même ordre d'idée, Abessolo et Timbi (2019) réaffirment que l'inclusion financière contribue à l'accélération de la croissance économique et à une réduction de la pauvreté. Ces résultats attestent, la décision que le Groupe des vingt (G20) et la Banque mondiale avaient prise dans le but d'accroître l'inclusion financière dans les pays en développement afin de réduire les niveaux de pauvreté et de favoriser une croissance économique inclusive, (Partenariat mondial pour l'inclusion financière (GPII), 2010). En effet, l'inclusion financière, qui signifie l'égalité d'accès aux services financiers, est l'un des piliers de la croissance inclusive et durable. Or, dans l'Afrique subsaharienne en particulier la zone UEMOA a connu un secteur financier qui offre un accès restreint au financement des pauvres et représente dès lors un frein à la croissance inclusive. Selon les statistiques du Global Findex (2017), l'inclusion financière a connu une tendance haussière au niveau mondial en passant de 51% en 2011 à 69% en 2017 au moment où plus de la moitié des 40% les plus pauvres n'ont pas été bancarisés dans les pays en développement.

En dépit des efforts déployés durant ces dernières années pour rendre le secteur financier inclusif, l'UEMOA a édité en 2017 un taux d'inclusion financière de 37% (BCEAO, 2017). Ce taux est faible en comparaison aux autres régions du monde : Moyen-Orient et en Afrique du Nord (47%), Amérique latine (54%), Asie du Sud (71%), et pays avancés (95%). Par ailleurs, sur la même période l'incidence de la pauvreté est estimée dans les zones MENA, CEMAC et UEMOA respectivement à 6,33% ; 32,12% et de 36,37%, (PovCalnet, 2017). A l'échelle mondiale, 515 millions d'adultes ont ouvert un compte auprès d'une institution financière ou par l'intermédiaire d'un service d'argent mobile entre 2014 et 2017. Cela représente une augmentation de 62 % à 69 % de la population adulte possédant un compte. Malgré ces progrès, 1,7 milliard d'adultes ne sont toujours pas bancarisés et les inégalités persistent. Ce qui nous incite à nous poser la question suivante : **quels sont les effets de l'inclusion financière sur la croissance inclusive dans la zone UEMAO ?**

Pour répondre à cette question, nous fixons comme objectif général d'analyser les effets de l'inclusion financière sur la croissance inclusive. De façon spécifique, cet objectif général se décline en trois sous objectifs :

- **OS1** : tester le sens de causalité entre l'inclusion financière et la croissance inclusive ;
- **OS2** : déterminer l'effet de l'inclusion financière sur la croissance inclusive à court et à long terme ;

¹ Source : rapport sur l'inclusion financière dans l'UEMOA en 2019 : consulté le 05/03/2022

- **OS3** : évaluer le seuil optimal à partir duquel l'inclusion financière impactera la croissance inclusive.

Par ailleurs, trois hypothèses de recherche ont été posées dans le cadre de cet article :

- **H1** : la relation de causalité entre l'inclusion financière et la croissance inclusive est bidirectionnelle ;
- **H2** : l'inclusion financière a un impact positif sur la croissance inclusive à long terme et à court terme ;
- **H3** : il existe un seuil optimal à partir duquel l'inclusion financière impacte la croissance inclusive.

1. Méthodologie et analyse des données

Dans cette section nous présentons d'abord la mesure de l'inclusion financière et celle de la croissance inclusive, ensuite, nous exposons les variables utilisées et la méthode de recherche adoptée et enfin nous présentons les résultats et leurs discussions.

1.1. Mesure de l'inclusion financière

Pour mesurer l'inclusion financière, nous jugeons nécessaire de construire un indice synthétique dans le but de répondre aux insuffisances des travaux antérieurs sur les variables utilisées pour capter l'inclusion financière. Notre indice synthétique d'inclusion financière (ISIF) est construit sur la base de trois dimensions : l'offre, la demande et le prix des services financiers.

Offre de services financiers : en se référant aux travaux de Goel et Sharma (2017) et Nguyen (2021) nous utilisons d'une part, le taux global de pénétration démographique des services de microfinance pour 10.000 adultes (TPSMd) et celui des services bancaires pour 10000 adultes (TPSBd) et d'autre part, le taux global de pénétration géographique des services de microfinances sur une surface de 1000 km² (TPSMg) et celui des services bancaires sur une superficie de 1000 km². (TPSBg).

Demande de services financiers : toujours, en s'inspirant aux travaux de Goel et Sharma (2017) et Nguyen (2021) trois indicateurs sont utilisés à savoir le taux d'utilisation des services de microfinance (TUSM), le taux de bancarisation strict (TBS) et le taux d'utilisation des services bancaires (TUSB).

Prix des services financiers : le taux d'intérêt réel des dépôts (TID) et le taux d'intérêt réel des crédits (TICR) sont utilisés pour mesurer le prix à payer pour accéder aux services financiers, (BCEAO,2019).

Pour construire l'indice d'inclusion financière, nous nous inspirons des travaux de Goel et Sharma (2017). Pour ce faire, nous utilisons les ACP avec la formule ci-dessous.

$$D_{ISIF} = P_d * \frac{VA^d - V_{\min}^d}{V_{\max}^d - V_{\min}^d} \quad [1]$$

Où D_{ISIF} : Dimension de l'indice synthétique d'inclusion financière ;

P_d : poids attribué à la dimension d, avec $0 \leq P_d \leq 1$;

VA^d : valeur actuelle de la dimension d ;

V_{\max}^d : valeur maximale de la dimension d ;

V_{\min}^d : valeur minimale de la dimension d.

Nous supposons que les n dimensions de l'inclusion financière sont représentés par le point $X(1,2,\dots,n)$. $M(1,2,\dots,n)$ représente la situation idéale et $O(0,0,\dots,0)$ désigne la pire situation. Si l'écart entre 0 et X est important, cela signifie que l'inclusion financière est élevée. De même, si l'écart est faible entre 0 et X, cela signifie que l'inclusion financière est faible.

$$X_1 = \frac{\sqrt{d_1^2 + d_2^2 + d_3^2 + \dots + d_n^2}}{\sqrt{P_1^2 + P_2^2 + P_3^2 + \dots + P_n^2}} \quad [2]$$

$$X_2 = 1 - \frac{\sqrt{(P_1 - d_1)^2 + (P_2 - d_2)^2 + (P_3 - d_3)^2 + \dots + (P_n - d_n)^2}}{\sqrt{P_1^2 + P_2^2 + P_3^2 + \dots + P_n^2}} \quad [3]$$

$$ISIF = \frac{1}{2}(X_1 + X_2) \quad [4]$$

Avec :

X_1 : moyenne de la distance euclidienne entre 0 et X ;

X_2 : distance euclidienne inverse entre X et P ;

$ISIF$: Indice d'inclusion financière qui est la moyenne simple de X_1 et X_2 .

Selon Goel et Sharma (2017), l'indice synthétique d'inclusion financière peut être classé en niveau faible, moyen et élevé en fonction de ses valeurs.

$0 \leq ISIF \leq 0,4$: inclusion financière faible ;

$0,4 < ISIF \leq 0,6$: inclusion financière moyen ;

$0,6 < ISIF \leq 1$: inclusion financière élevé.

Étant donné que toutes les dimensions sont également importantes pour la construction de l'ISIF, nous avons donné des poids égaux à chacune des trois dimensions qui équivaut à 1.

1.2. Mesure de la croissance inclusive

En s'inspirant des travaux de McKinley (2010), un indice de croissance inclusive fondé sur des indicateurs relatifs à la croissance économique, à l'emploi, aux infrastructures, à la pauvreté, à l'équité genre, aux capacités humaines et à la protection sociale est construit. La mesure se fait à l'aide de quatre dimensions avec la méthode d'Analyse Composante Principale (ACP) qui sont représentées dans le tableau 1.

Tableau 1 : Dimensions de la croissance inclusive

Catégorie de variables	Variables
Dimension (1)	
Croissance économique	Taux de croissance du PIB par tête
Emploi productif	Taux d'emploi
Infrastructure	Accès à l'électricité
Dimension (2)	
Pauvreté	Incidence de la pauvreté
Inégalités des revenus	Indice de Gini
Equité genre	Taux d'emploi des femmes

Dimension (3)	
Santé	Taux de mortalité infantile
Education	Dépenses publiques en éducation
Eau potable	Accès à l'eau potable
Assainissement	Assainissement
Dimension (4)	
Environnement	Emissions de CO2

Source : Auteur, à partir de la littérature

1.3. Echantillon et choix des variables

Notre échantillon est dicté par la disponibilité des données et se compose de sept économies de la zone UEMOA : Bénin, Burkina Faso, Côte-d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo sur la période 2007-2019. Ce choix se justifie par le fait que ces pays partagent le même passé historique et partagent la même monnaie. Les données sont collectées à partir des bases de données de la Banque mondiale et de la BCEAO. En se basant sur la littérature, nous utilisons les variables comme ISCI (indice synthétique de croissance inclusive) qui représente notre variable dépendante, ISIF (indice de l'inclusion financière) qui constitue notre variable d'intérêt. Concernant les variables de contrôle, Invest (investissement), APD (Aide Publique au Développement), Ouv_Com (ouverture commerciale) et IDE (Investissement Direct Etrangers) sont utilisées dans notre régression, (Kabikissa, 2020 ; Younas, 2022). Ainsi, les définitions des variables utilisées sont représentées dans l'annexe.

1.4. Modelés économétriques

Pour déterminer les effets de l'inclusion financière sur la croissance inclusive nous nous inspirons des travaux de Sethi et Sethy (2019) ; Ndiaye et Yade (2022) et Karim et al. (2022). Par conséquent, nous allons d'abord, tester le lien de causalité au sens de Granger entre la croissance inclusive et l'inclusion financière. Ensuite, déterminer les effets de court et de long terme de l'inclusion financière sur la croissance inclusive à travers le modèle Autorégressive à Retards Echelonnés (ARDL). Enfin, le modèle de panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur sera utilisé afin de déterminer le seuil optimal d'inclusion financière qui permet d'améliorer la croissance inclusive dans la zone UEMOA.

1.4.1. Test de causalité

Pour tester la direction de la causalité entre la croissance inclusive et l'inclusion financière, nous utilisons le test de causalité au sens de Granger en panel. Pour ce faire, deux méthodes sont généralement utilisées pour effectuer ce test. En effet, la première méthode, proposée par Granger (1969), considère le panel comme homogène où tous les coefficients sont identiques sur la dimension individuelle, alors que la seconde méthode, proposée par Dumitrescu et Hurlin (2012), suppose que le panel est hétérogène d'où les coefficients ne sont pas identiques sur la dimension individuelle. Cependant, compte tenu de notre modèle de panel hétérogène, nous adoptons le test de Dumitrescu et Hurlin (2012) afin de déterminer le sens de causalité entre l'inclusion financière et la croissance inclusive.

1.4.2. Modèle AutoRegressive a Retards Echelonns (ARDL)

Le modèle ARDL s'agit d'un des types de modèle de régressions utilisé depuis des décennies, mais plus récemment, il s'est avéré être un outil très utile pour tester la dynamique à court et à long terme entre les séries chronologiques économiques. C'est un modèle dynamique qui a pour variables explicatives X_{it} et ses valeurs passées ou décalées. Le terme « retards échelonnés » montre que les effets à court terme de X_{it} sur Y_{it} diffèrent de ceux de long terme. Ce modèle a été initié par Pesaran et Smith, (1995) et Pesaran et al. (1999). Le choix de ce modèle se justifie par le fait qu'il prend en compte le biais de l'hétérogénéité et suppose que l'ordre d'intégration des séries ne peut pas dépasser 1.

Les avantages du modèle ARDL résident sur le fait qu'il prend en compte des variables intégrées d'ordre différent mais ne dépassant pas 1. Ainsi, trois techniques d'estimation sont utilisées dans le cadre de ce modèle à savoir : les groupes moyens regroupés ou le Pooled Mean Group (PMG), les groupes moyens ou Mean Group (MG) et les effets fixes dynamiques ou Dynamic Fixed Effect (DFE) ; (Pesaran et Smith 1995 ; Pesaran et al. 1999). La différence de ces trois techniques d'estimation réside sur le fait que le PMG prend en compte l'hétérogénéité des individus à court terme et l'homogénéité de ces derniers à long terme. Quant au DFE, il prend en compte l'homogénéité totale du panel et le MG considère l'hétérogénéité à court et long terme des individus.

Les tests d'interdépendance du panel ont montré l'existence de la relation de dépendance inter-individuelle. Du coup, on est en présence d'un panel hétérogène qui nécessite l'utilisation des estimateurs qui tiennent en compte l'hétérogénéité des individus à savoir le PMG et le MG. En outre, le test de Hausman sera fait pour vérifier le meilleur estimateur entre le PMG et le MG.

En général, leur forme se présente comme suit :

$$Y_{it} = f \left(X_{it}, Y_{it-p}, X_{it-q} \right) \quad [4]$$

Selon Pesaran et al. (1999), la spécification de notre modèle ARDL se présente comme suit :

$$\Delta Y_{it} = \alpha_i + \sum_{l=1}^p \beta_0 \Delta Y_{i(t-l)} + \sum_{l=0}^q \beta_1 \Delta X_{i(t-l)} + \sum_{l=0}^r \beta_2 \Delta C_{i(t-l)} + \delta_0 Y_{i(t-1)} + \delta_1 X_{i(t-1)} + \delta_3 C_{i(t-1)} + \varepsilon_{it} \quad [5]$$

Où Y_{it} représente la variable endogène, X_{it} est la variable explicative d'intérêt, et C_{it} est le vecteur des variables explicatives de contrôle. α_i est l'effet fixe individuel, β_0 , β_1 et β_2 sont respectivement les coefficients à court terme associés aux retards de la variable endogène et de la variable d'intérêt et des variables de contrôle. δ_0 , δ_1 et δ_2 sont les coefficients de long terme.

$$\begin{aligned} \Delta ISCI_{it} = & \alpha_i + \sum_{l=1}^p \beta_0 \Delta ISCI_{i(t-l)} + \sum_{l=0}^q \beta_1 \Delta ISIF_{i(t-l)} + \sum_{l=0}^r \beta_2 \Delta Ouv_com_{i(t-l)} + \sum_{l=0}^m \beta_3 \Delta APD_{i(t-l)} + \sum_{l=0}^n \beta_4 \Delta INV_{i(t-l)} + \sum_{l=0}^s \beta_5 \Delta IDE_{i(t-l)} + \\ & \delta_0 ISCI_{i(t-1)} + \delta_1 ISIF_{i(t-1)} + \delta_2 APD_{i(t-1)} + \delta_3 Ouv_com_{i(t-1)} + \delta_4 INV_{i(t-1)} + \delta_5 IDE_{i(t-1)} + \varepsilon_{it} \end{aligned} \quad [6]$$

temporelle. $\Delta ISCI_{it}$ désigne l'indice synchrone de croissance inclusive et représente notre variable dépendante, $\Delta ISIF_{it}$ désigne notre variable d'intérêt et mesure l'inclusion financière. Par ailleurs, les autres variables constituent les variables de contrôle à savoir l'ouverture commerciale (Ouv_com_{it}), l'aide publique au développement (APD_{it}), l'investissement (INV_{it}) et les investissements directs étrangers (IDE). (Δ) représente l'opérateur de différence première² et ε_{it} désigne le terme d'erreur. La relation de court terme est représentée par les coefficients β_0 à β_5 et celle de long terme est représentée par les coefficients δ_0 à δ_5 , p, q, r, m, n et s représentent les nombres de retards.

1.4.3. Modèle de panel dynamique à effet de seuil

Notre spécification empirique est basée sur le modèle théorique de Kremer, Bick, et Nautz (2013) qui donne l'avantage d'une modélisation dynamique contrairement au modèle économétrique de (Hansen 1999) qui est statique. En effet, étant donné que, d'après (Oulton et Sebastia-Barriel 2016), les phénomènes économiques sont souvent caractérisés par le dynamisme. Il ressort donc qu'une

² En mathématiques, l'opérateur de différence fait correspondre à une application f, une autre application de la forme : $\Delta f(x) = f(x+1) - f(x)$

spécification statique (celle de Hansen par exemple) n'est pas pertinente comme cadre d'analyse. Le modèle économétrique de (Kremer, Bick, et Nautz 2013) qui constitue le fondement de notre spécification du modèle de panel à effet de seuil est donnée par l'équation suivante :

$$y_{it} = \mu_i + \beta'_1 z_{it} I(q_{it} \leq \gamma) + \beta'_2 z_{it} I(q_{it} > \gamma) + \varepsilon_{it} \quad [7]$$

Avec $i = 1, \dots, N$ et $t = 1, \dots, T$ représentent respectivement la dimension individuelle et la dimension temporelle. μ_i désigne l'effet spécifique individuel et ε_{it} représente le terme d'erreur, supposé indépendamment et identiquement distribué (iid) suivant la loi normale centrée. $I(\cdot)$ désigne la fonction indicatrice, q_{it} est la variable de seuil et γ représente le paramètre de seuil. z_{it} est le vecteur des variables explicatives contenant une variable retardée de la variable dépendante y_{it} ainsi que d'autres variables endogènes.

$$ISCI_{it} = \mu_i + \alpha_1 ISIF_{it} I^*(ISIF_{it} \leq \gamma) + \alpha_2 ISIF_{it} I^*(ISIF_{it} > \gamma) + X_{it} \delta + \varepsilon_{it} \quad [8]$$

Avec :

$ISCI_{it}$: l'indice de croissance inclusive ;

$ISIF_{it}$: l'indice d'inclusion financière qui est la variable seuil ;

μ_i : effet spécifique à chaque pays ;

γ : seuil à déterminer ;

$I(\cdot)$: fonction indicatrice ;

X_{it} : vecteur des variables explicatives qui comprennent les valeurs retardées des variables dépendantes ou des variables de contrôle qui sont partiellement endogènes et pour lesquelles les paramètres de pente sont supposés être indépendants du régime.

Par ailleurs, compte tenu des résultats du test de cointégration présentés dans le tableau 4 attestant l'existence d'une relation de long terme stable entre nos variables d'étude, nous avons, en suivant Béreau, López, et Mignon (2010) et Jawadi, Chlibi, et Cheffou (2019), procédé à la réécriture du modèle de panel dynamique à effet de seuil formalisé par l'équation (7) pour aboutir à un modèle de panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur formalisé par l'équation 8 comme suit :

$$\Delta ISCI_{it} = \mu_i + \rho \Delta ISCI_{i,t-1} + \theta_1 ISIF_{i,t-1} I(ISIF_{i,t-1} \leq \gamma) + \theta_2 ISIF_{i,t-1} I(ISIF_{i,t-1} > \gamma) + \Delta X_{it} \delta + \delta ec m_{i,t-1} + \varepsilon_{it} \quad [9]$$

Où Δ représente l'opérateur de différence première et $ec m_{i,t-1}$ un vecteur de variables constitué de la valeur retardée d'une période de la variable dépendante en niveau ($ISCI_{i,t-1}$) ainsi que des variables explicatives également prises en niveau et retardées d'une période afin de capter leur comportement de long terme.

2. Résultats des estimations des modèles économétriques

Cette partie présentera les résultats issus du test de causalité, de la régression du modèle ARDL et celle du modèle de panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur.

2.1. Résultats du test de causalité en panel avec présence de dépendance inter-individuelle

Les résultats issus du test de causalité de Granger révèlent l'existence d'un lien de causalité unidirectionnel dont le sens va de l'inclusion financière vers la croissance inclusive. Ndiaye et Yade (2022) ont abouti, dans une certaine mesure, le même résultat en établissant une relation unidirectionnelle de l'inclusion financière vers la croissance économique, alors que Singh et Stakic (2021) ont trouvé une relation bidirectionnelle.

Tableau 2 : Résultats du test de Dumitrescu et Hurlin (2012)

Hypothèse nulle	Observations	W-Stat	Zbar-Stat	Prob
ISIF ne cause pas ISCI	91	8,277	2,687	0,007
ISCI ne cause pas ISIF	91	1,409	-0,809	0,418

Source : Auteure

2.2. Résultats des estimations du modèle ARDL

Trois techniques d'estimation sont utilisées dans le cadre de la régression d'un modèle ARDL : PMG, MG et DFE. La différence de ces trois estimateurs se réside par le fait que le Pooled Mean Group (PMG) prend en compte l'homogénéité à long terme et l'hétérogénéité à court terme. S'agissant du Mean Group (MG), l'hétérogénéité est prise en compte tout comme à court terme qu'à long terme. Quant au Dynamic Fixed Effect (DFE), l'homogénéité est prise en compte à court et à long terme. Par ailleurs, compte tenu des résultats du test de dépendance inter-individuelle, attestant l'existence d'une relation de dépendance interindividuelle, les estimateurs PMG et MG seront utilisés dans cette recherche. Néanmoins, toutes ces deux estimateurs peuvent ne pas être pertinents à la fois dans un cadre de recherche. Ainsi, pour savoir lequel des estimateurs est le plus approprié aux données utilisées, le test de Hausman apparaît pour nous guider dans ce choix. En conséquence, les résultats issus du test de Hausman révèlent que l'estimateur PMG est la meilleure technique d'estimation.

A l'issue des résultats du modèle ARDL avec l'estimateur PMG, toutes les variables notamment la variable d'intérêt dont l'inclusion financière (ISIF) ainsi que les variables de contrôle à savoir l'ouverture commerciale (Ouv_com) et l'investissement (Invest) ont un impact positif et significatif respectivement au seuil de 1% et 5% sur la croissance inclusive sur le long terme. En effet, l'ISIF impacte positivement et significativement l'ISCI à long terme dans la zone UEMOA. Une augmentation de 1% de l'inclusion financière va améliorer la croissance inclusive de 0,26 de point de pourcentage sur le long terme.

Ces résultats sont conformes à ceux trouvés par Sethi et Sethy (2019). Les effets positifs de l'inclusion financière sur la croissance inclusive peuvent être expliqués par le fait que l'accès en termes de crédits, de dépôts entre autres par les pauvres, leur permettra d'investir dans des activités créatrices de revenus, ou investir dans le capital humain de leur progéniture, la santé etc. Ce résultat est conforme aux résultats trouvés par Jombo (2021) et Dixit et Ghosh (2013). L'accès aux crédits par les pauvres va leur permettre de participer à la croissance économique et de bénéficier de ses retombées.

Ce résultat corrobore ceux trouvés par Timbi (2019). Ce dernier atteste qu'un système financier qui favorise l'épargne, l'accumulation du capital en assurant une allocation optimale des capitaux, participe à une croissance économique accompagnée d'une réduction de la pauvreté. En outre, plus on assiste à une augmentation de la pénétration géographique et démographique des services financiers, plus la croissance inclusive s'améliore.

Par ailleurs, l'impact de l'inclusion financière sur la croissance inclusive est négatif sur le court terme. Ce résultat invalide en partie notre première hypothèse. Cela peut être expliqué par le fait que, les services financiers dans la zone UEMOA sont offerts par les autorités étatiques. Ce qui fait que, des

retards peuvent être accusés dans l'atteinte des objectifs d'inclusion financière fixés à cause des retards dans le décaissement de fonds et ceux dus à des événements politiques.

Quant à l'Investissement Direct à l'Étranger, son impact est négatif sur la croissance inclusive à long terme, contrairement à Ofori et Asongu (2021) ainsi que Kang et Martinez-Vazquez (2021) qui ont trouvé une relation positive et (Osabohien et al. 2021) qui ont, de leur côté, abouti sur une non-significativité de cette relation. L'influence négative dans la zone UEMOA, peut être expliquée, d'une part, par la dégradation environnementale, la monopolisation de certains secteurs, la faillite de certaines entreprises locales. En sus, l'arrivée des entreprises étrangères dans les pays de la zone UEMOA peut étouffer leur croissance à travers le transfert des capitaux vers les pays d'origine des IDE. D'autre part, cela peut être expliqué à travers la théorie de la dépendance qui a été développée par l'économiste allemand, Andre Gunder Frank (1929-2005). Quand les pays riches installent des industries dans des pays pauvres et y investissent, ils assurent que cela stimulera l'économie. La théorie de la dépendance explique qu'en réalité, les ressources locales sont généralement exploitées, les travailleurs mal payés et les profits distribués à des actionnaires étrangers au lieu d'être réinvestis localement.

De surcroît, l'ouverture commerciale favorise la croissance inclusive à long terme. Ce résultat corrobore ceux de Sawada et al. (2020). Cela pourrait être expliqué par le fait que l'ouverture commerciale permet aux pays d'accéder à des intrants bon marché, facilitant ainsi le transfert technologique des économies avancées et l'amélioration des compétences de la main-d'œuvre, permettant à son tour le développement de nouvelles industries et de nouveaux secteurs.

Quant à l'investissement, il affecte positivement la croissance inclusive à long terme. Ce résultat peut être expliqué par le fait que l'investissement est un stimulateur de la capacité productive et des niveaux de production dans le système économique des pays de l'UEMOA. Ainsi, l'investissement permettra d'augmenter les facteurs de production à savoir le stock de capital et le facteur travail. De ce fait, le nombre d'individus qui intègre le marché du travail sera en hausse.

Par ailleurs, l'aide publique au développement n'améliore pas la croissance inclusive dans la zone UEMOA à long terme. Ce résultat est en nette conformité avec celui trouvé par Lubumbashi (2021) dont sa recherche portait sur l'impact de l'aide publique sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté au Congo. Ce qui contredit les résultats de Tang et Bundhoo (2017) au sein de l'Afrique subsaharienne, auxquels, ils soulignent l'importance de l'aide publique dans la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Ce résultat peut être expliqué par le fait que l'aide publique au développement dans les pays de l'UEMOA n'est pas utilisée pour des fins de création d'emplois. Ce qui explique son incidence négative sur la croissance inclusive.

Tableau 3 : Résultats des estimations du modèle ARDL

Variable dépendante : Croissance inclusive (ISCI)										
Variables	PMG					MG				
	Modèle (1)	Modèle (2)	Modèle (3)	Modèle (4)	Modèle (5)	Modèle (1)	Modèle (2)	Modèle (3)	Modèle (4)	Modèle (5)
Court terme										
ISIF	-0,3697 *** (0,0916)	-0,0667* (0,0341)	-0,0544 (0,0328) *	-0,0610* (0,0359)	0,0044 (0,0396)	-0,0723 (0,0503)	-0,0594 (0,0454)	-0,0566 (0,0409)	0,0185 (0,0590)	0,1540 (0,4101)
Invest		-0,0049*** (0,0008)	-0,005*** (0,0013)	-0,0061*** (0,0013)	-0,006*** (0,0012)		-0,01*** (0,0013)	-0,0064*** (0,0018)	-0,0047* (0,0028)	-0,0185 (0,0114)
Ouv_com			-0,0005 (0,0009)	-0,0001 (0,0011)	-0,0002 (0,0007)			0,0007 (0,0012)	0,0009 (0,0013)	0,0115 (0,0073)
APD				0,0015 (0,0028)	-0,0004 (0,0029)				0,0021 (0,0081)	-0,0438 (0,0538)
IDE					0,0108*** (0,0035)					0,0094 (0,0424)
Long terme										
ISIF	0,2561*** (0,0680)	0,2343*** (0,0512)	0,1747*** (0,0568)	0,2093*** (0,0392)	0,1599*** (0,0397)	0,3579*** (0,1233)	0,3871** (0,1616)	0,5078 (0,3848)	-9,4001 (9,3994)	1,0648 (0,8153)
Invest		0,0070*** (0,0023)	0,0067** (0,0027)	0,0101*** (0,0023)	0,0103*** (0,0027)		0,0043 (0,0065)	0,0186* (0,0110)	0,1110 (0,0978)	-0,0008 (0,0346)
Ouv_com			0,0018 (0,0012)	0,0011 (0,0009)	0,0015* (0,0009)			-0,0143 (0,0138)	-0,0018 (0,0031)	-0,1381 (0,1445)
APD				-0,0030 (0,0021)	-0,0057** (0,0028)				-0,1769 (0,1609)	0,0265 (0,0290)
IDE					- 0,0446*** (0,0159)					0,1514 (0,1487)

Test Hausman (PMG>MG)	0,3556	0,7262	0,6727	0,8891	0,1204
-------------------------------------	--------	--------	--------	--------	--------

Note : Le niveau de significativité des variables explicatives est indiqué par les étoiles. Le nombre d'étoiles le plus élevé correspond au degré de significativité le plus fort. La significativité de 1% est représentée par (***), celle de 5% est représentée par (**) et une (*) pour celle de 10%. Les valeurs entre parenthèses représentent les écart-types.

2.3. Resultats des estimations de l'indice désagrégé

La désagrégation de l'indice d'inclusion financière suivant trois niveaux : faible, moyen et élevé montre que le niveau faible de l'inclusion financière, en d'autres termes une valeur de l'indice inférieure à 0,4 impacte négativement la croissance inclusive. En revanche, le niveau moyen et le niveau élevé favorisent la croissance inclusive mais l'impact est plus élevé au niveau moyen sur le long terme.

Tableau 4 : Effets du niveau de l'inclusion financière sur la croissance inclusive

Variable dépendante : croissance inclusive (ISCI)						
Niveau	PMG			MG		
	Faible	Moyen	Elevé	Faible	Moyen	Elevé
Court terme						
ISIF	-0,3004 (0,1034)	-0,004803 (0,0118)	-0,0146 (0,082)	-0,3294*** (0,1060)	0,0005 (0,0141)	-0,0131 (0,008)
Long terme						
ISIF	-0,2548*** (0,0808)	0,1568*** (0,0355)	0,0828* (0,0462)	-0,0913 (0,0658)	0,1292 (0,0846)	-0,1169 (0,1315)
Test Hausman PMG > MG	0,0002	0,7347	0,1204			

Note : La significativité de 1% est représentée par (***), celle de 5% est représentée par (**) et une (*) pour celle de 10%. Les valeurs entre parenthèses représentent les écart-types.

2.4. Resultats des estimations du modèle de panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur

Les résultats qui découlent du modèle de panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur confirment notre hypothèse de départ selon laquelle, il existe un seuil à partir duquel, l'inclusion financière impacte positivement la croissance inclusive.

En effet, d'après ces résultats, le seuil de l'inclusion financière dans la zone UEMOA, et dont la construction de l'intervalle de confiance est donnée par le graphique 2, est de 0,46. En-dessous de ce seuil, l'inclusion financière n'a pas d'effets sur la croissance inclusive mais au-delà de ce seuil jusqu'à une valeur à hauteur de 0,4893, l'inclusion financière a un impact positif sur la croissance inclusive.

Ce seuil constitue effectivement, en vertu des résultats du test de linéarité exposés dans le tableau 20 et qui tient lieu du test de robustesse, le niveau optimal de l'inclusion financière dans la zone UEMOA. Le seuil trouvé est différent de celui trouvé par Karim et al. (2022). Ces derniers, en partant d'un panel de 60 pays sur la période 2010 à 2017, ont déterminé un seuil de 3,372. En outre, leurs résultats révèlent que le niveau d'inclusion financière en-dessous de leur seuil déterminé contribue plus à la croissance économique que le niveau d'inclusion financière au-delà du seuil. Cette différence dans les résultats pourrait être dû par la différence dans les espaces étudiés ainsi que dans les méthodologies employées.

En ce qui concerne les variables de contrôle, nous notons que seul l'investissement exerce un effet sur la croissance inclusive, qui est négatif sur le court terme et positif sur le long terme. Les autres variables de contrôle notamment l'ouverture commerciale, l'Aide Publique au Développement et l'Investissement Direct Etranger n'exercent aucun effet sur la croissance inclusive. Par ailleurs, d'après la force de rappel, les résultats révèlent que, toute déviation de la croissance inclusive de son équilibre de long terme est résorbée au bout de trois ans environ.

Tableau 4 : Résultats de l'estimation du modèle de panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur

Variables impliquées	Coefficients
Estimation du seuil	
$\hat{\gamma}$	0,467**
95% IC	[0,405 ; 0,489]
Variabes du régime	
$ISIF_{i,t-1} \cdot I(ISIF_{i,t-1} \leq \gamma)$	0,092
$ISIF_{i,t-1} \cdot I(ISIF_{i,t-1} > \gamma)$	0,04836***
Chocs de court terme	
$\Delta ISCI_{i,t-1}$	-0,134**
$\Delta Invest_{it}$	-0,0031**
ΔOuv_{com}_{it}	0,00013
ΔAPD_{it}	-0,00025
ΔIDE_{it}	0,00071
Ajustement de long terme	
Force de rappel	
e	-0,2696***
$Invest_{i,t-1}$	0,00196*
$Ouv_{com}_{i,t-1}$	-0,00032
$APD_{i,t-1}$	0,00226
$IDE_{i,t-1}$	-0,00266
Statistique de Wald	170,63***
N	70

Note : IC est mis pour intervalle de confiance ; ***, $p < 0,001$; **, $p < 0,005$ et * $p < 0,1$

Source : Auteure à partir de Stata à travers le programme xtendthresdpd de (Diallo 2020).

Après avoir déterminé le seuil optimal d'inclusion financière, nous allons tester sa robustesse à partir du progiciel xtendthresdpd de (Diallo, 2020). A l'issue des résultats, la probabilité obtenue est inférieure aux seuils conventionnels (5% et 10%) d'où on assiste à une robustesse du seuil trouvé avec le modèle de panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur. Les résultats sont présentés dans le tableau 20.

Tableau 5 : Résultats du test de linéarité : test de robustesse du seuil

Seuil de l'inclusion financière : $ISIF_{i,t-1} \cdot I(ISIF_{i,t-1} \geq \hat{\gamma})$				
	Observed Coef	Bootstrap Std.Err	Z	P> z
SupWStar	48,37522	23,00531	2,10	0,035
N		56		
Replications		100		

Source : Auteure à partir de Stata à travers le progiciel xtendthresdpd de (Diallo 2020).

Les résultats du modèle de panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur nous ont permis de construire l'intervalle de confiance du seuil de l'inclusion financière dans la zone UEMOA.

Conclusion

Cette recherche avait comme objectif général d'analyser les effets de l'inclusion financière sur la croissance inclusive dans la zone UEMOA sur la période 2007-2019. Pour ce faire, le test de causalité

au sens de Granger, le modèle (ARDL) et le modèle panel dynamique à effet de seuil et à correction d'erreur ont été utilisés. Ainsi, à travers ces modèles, nous sommes parvenus à montrer que le sens de causalité est unidirectionnel et va de l'inclusion financière vers la croissance inclusive. En outre, l'inclusion financière a un effet positif sur la croissance inclusive à long terme et un effet négatif sur le court terme. De surcroît, le seuil optimal d'inclusion financière permettant d'améliorer la croissance inclusive, dans la zone UEMOA, est de 0,467.

De ces résultats, plusieurs implications de politiques économiques sont formulées, notamment une mise en œuvre des politiques pouvant faciliter l'accès aux services bancaires et de la microfinance par les pauvres à travers l'octroi des crédits, l'augmentation de l'offre des services financiers et la baisse des taux d'intérêt de crédit ainsi que celui des dépôts. En outre, mettre en place des politiques qui permettront de défendre les intérêts des travailleurs nationaux contre la surexploitation des entreprises étrangères. Mettre en place des politiques incitatives en termes d'offre d'inclusion financière au profit des bailleurs de fonds et du secteur privé.

Bibliographie

Akileng, G., Lawino, G. M., & Nzibonera, E. (2018). Evaluation of determinants of financial inclusion in Uganda. *Journal of Applied Finance and Banking*, 8(4), 47-66.

Álvarez-Gamboa, J., Cabrera-Barona, P., & Jácome-Estrella, H. (2021). Financial inclusion and multidimensional poverty in Ecuador : A spatial approach. *World Development Perspectives*, 22, 100311.

Amponsah, M., Agbola, F. W., & Mahmood, A. (2021). The impact of informality on inclusive growth in Sub-Saharan Africa : Does financial inclusion matter?. *Journal of Policy Modeling*, 43(6), 1259-1286. <https://doi.org/10.1016/j.jpolmod.2021.03.009>.

ANAGO, S. S.F., et HOUNGBEME, J. L. D. (2015). Construction d'un indicateur synthétique de croissance inclusive. *Revue d'Analyse des politiques économiques et financières*, 1(1), 69-105.

Baccini, A. (2010). Statistique Descriptive Multidimensionnelle (pour les nuls). *Institut de Mathématiques de Toulouse-UMR CNRS*, 5219.

BAD. 2020. *Developing Africa's Workforce for the Future*. African Economic Outlook.

Beck, T., Demirgüç-Kunt, A., & Levine, R. (2007). Finance, inequality and the poor. *Journal of economic growth*, 12(1), 27-49.

Béreau, S., Villavicencio, A. L., & Mignon, V. (2010). Nonlinear ajustement of the real exchange rate towards its equilibrium value : A panel smooth transition error correction modelling. *Economic Modelling*, 27(1), 404-416. <http://dx.doi.org/10.1016/j.econmod.2009.10.007>

Boukhatem, J. (2016). Assessing the direct effect of financial development on poverty reduction in a panel of low-and middle-income countries. *Research in International Business and Finance*, 37, 214-230. <http://dx.doi.org/10.1016/j.ribaf.2015.11.008>.

Bourguignon, F. (2012). Inégalités et croissance : une histoire des idées. *Afrique contemporaine*, (4), 131-140. <https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine1-2012-4-page-131.htm>

Cao, J., Law, S. H., Samad, A. R. B. A., Mohamad, W. N. B. W., Wang, J., & Yang, X. (2021). Impact of financial development and technological innovation on the volatility of green growth—evidence from China. *Environmental Science and Pollution Research*, 28(35), 48053-48069.

CCR (2020) « Rapport sur l'impact de la pandémie du covid-19 sur le secteur privé de l'UEMOA »

CNUCED (2021) « Rapport sur le développement économique en Afrique: une contribution potentielle de la zone de libre-échange continentale africaine à une croissance inclusive ».

Datt, G., & Ravallion, M. (1992). Growth and redistribution components of changes in poverty measures : A decomposition with applications to Brazil and India in the 1980s. *Journal of development economics*, 38(2), 275-295.

Diallo, I. (2020). XTENDOTHRESDPD : Stata module to estimate a dynamic panel data threshold effects model with endogenous regressors.

Dixit, R., & Ghosh, M. (2013). Financial inclusion for inclusive growth of India-A study of Indian states. *International Journal of Business Management & Research*, 3(1), 147-156.

Duclos, J. Y., & O'Connell, S. A. (2009). Is Poverty a Binding Constraint on Growth in Sub-Saharan Africa?. *Economic Growth and Poverty Reduction in Sub-Saharan Africa : Current and Emerging Issues*, 54-90.

Erlando, A., Riyanto, F. D., & Masakazu, S. (2020). Financial inclusion, economic growth, and poverty alleviation: evidence from eastern Indonesia. *Heliyon*, 6(10), e05235.

<https://doi.org/10.1016/j.heliyon.2020.e05235>.

Fambon, S. (2005). Croissance économique, pauvreté et inégalité des revenus au Cameroun. *Revue d'économie du développement*, 13(1), 91-122.

Fan, S., Hazell, P., & Thorat, S. (2000). Government spending, growth and poverty in rural India. *American journal of agricultural economics*, 82(4), 1038-1051.

Fe, D. C., & Kouton, J. (2022). The Banking Sector, the Engine of Inclusive Growth in WAEMU Countries : Decoy or Glimmer?. *Journal of the Knowledge Economy*, 1-31.

FMI (2013) « Rapport des services sur les politiques communes des pays membres de l'UEMOA ». No. 13/92(13).

Ghosh, J. (2013). Microfinance and the challenge of financial inclusion for development. *Cambridge journal of economics*, 37(6), 1203-1219.

Goel, S., & Sharma, R. (2017). Developing a financial inclusion index for India. *Procedia computer science*, 122, 949-956. <https://doi.org/10.1016/j.procs.2017.11.459>.

Habito, C. F. (2009). Patterns of inclusive growth in developing Asia : insights from an enhanced growth-poverty elasticity analysis. *ADB Working Paper Series*

Hansen, B. E. (1999). Threshold effects in non-dynamic panels : Estimation, testing, and inference. *Journal of econometrics*, 93(2), 345-368.

Jalilian, H., & Kirkpatrick, C. (2005). Does financial development contribute to poverty reduction ? *Journal of development studies*, 41(4), 636-656.

Jawadi, F., Chlibi, S., & Cheffou, A. I. (2019). Computing stock price comovements with a three-regime panel smooth transition error correction model. *Annals of Operations Research*, 274(1), 331-345.

<https://doi.org/10.1007/s10479-018-2805-3>

Jombo, W. (2021). Inclusive Growth in Sub-Saharan Africa : Do Financial Depth and Inclusion Matter?. *African Economic Research Consortium's*.

Kabikissa, F. J. D. (2020). L'incidence de l'inclusion financière sur la croissance économique au Congo. *Revue Congolaise de Gestion*, (1), 14-60.

Kakwani, N., Son, H. H., Qureshi, S. K., & Arif, G. M. (2003). Pro-poor growth : Concepts and measurement with country case studies [with comments]. *The Pakistan Development Review*, 417-444.

- Kakwani, N., Son, H. H., Qureshi, S. K., & Arif, G. M. (2003). Pro-poor growth : Concepts and measurement with country case studies [with comments]. *The Pakistan Development Review*, 417-444.
- Kang, H., & Martinez-Vazquez, J. (2022). When Does foreign direct investment lead to inclusive growth ? *The World Economy*, 45(8), 2394-2427.
- Karim, Z. A., Nizam, R., Law, S. H., & Hassan, M. K. (2022). Does Financial Inclusiveness Affect Economic Growth ? New Evidence Using a Dynamic Panel Threshold Regression. *Finance Research Letters*, 46, 102364. <https://doi.org/10.1016/j.frl.2021.102364>.
- Ali, K. M. H. (2013). Développement des systèmes financiers et croissance économique : cas des pays en voie de développement. *Revue européenne du droit social*, (01 (18)), 218-239. <http://dx.doi.org/10.1016/j.ribaf.2017.07.178>.
- King, R. G., & Levine, R. (1993). Finance and growth : Schumpeter might be right. *The quarterly journal of economics*, 108(3), 717-737.
- Klasen, S. (2010). Measuring and monitoring inclusive growth : Multiple définitions, open questions, and some constructive proposals.
- Jeanneney, S. G., & Kpodar, K. (2006). Développement financier, instabilité financière et croissance économique. *Economie prevision*, (3), 87-111.
- Karim, Z. A., Nizam, R., Law, S. H., & Hassan, M. K. (2022). Does Financial Inclusiveness Affect Economic Growth ? New Evidence Using a Dynamic Panel Threshold Regression. *Finance Research Letters*, 46, 102364. <https://doi.org/10.1016/j.frl.2021.102364>.
- Kremer, S., Bick, A., & Nautz, D. (2013). Inflation and growth : new evidence from a dynamic panel threshold analysis. *Empirical Economics*, 44(2), 861-878.
- Kuznets, S. (1955). International differences in capital formation and financing. In *Capital formation and economic growth* (pp. 19-111). Princeton University Press.
- McKinley, T. (2010). Inclusive growth criteria and indicators : An inclusive growth index for diagnosis of country progress.
- Wells, D. A., McKinnon et Ronald I. (1973). Money and Capital in Economic Development, Washington, DC, The Brookings Institutions. *American Journal of Agricultural Economics*, 56(1), 201-201.
- Mlachila, M., Tapsoba, R., & Tapsoba, S. J. (2017). A quality of growth index for developing countries : a proposal. *Social Indicators Research*, 134(2), 675-710.
- Nations Unies (2019) « Rapport sur les objectifs de développement durable ».
- Ncube, M. (2015). Inclusive growth in Africa. *The Oxford Handbook of Africa and Economics : Volume 1: Context and Concepts*, 154.
- Ndiaye, A., et Yade, M.L. (2022). Inclusion financière et croissance économique en Afrique subsaharienne. « Working paper ».
- Nguyen, T. T. H. (2020). Measuring financial inclusion : a composite FI index for the developing countries. *Journal of Economics and Development*.
- Nkamleu, G. B. (2017). *Croissance inclusive : la performance du Djibouti*. Banque Africaine de Développement.
- Ofori, I. K., & Asongu, S. A. (2021). ICT diffusion, foreign direct investment and inclusive growth in Sub-Saharan Africa. *Telematics and Informatics*, 65, 101718. <https://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S073658532100157X>.

Sawadogo, I., & Fall, N. (2021). The Role of Inclusive Finance in the Quest for Inclusive Growth. *Economics*, 10(3), 87-93.

Servet, J. M. (2015). La finance et la monnaie comme un « commun ». *Institut Veblen pour les réformes économiques*.

Sethi, D., & Acharya, D. (2018). Financial inclusion and economic growth linkage : Some cross-country evidence. *Journal of Financial Economic Policy*. <https://doi.org/10.1108/JFEP-11-2016-0073>.

Sethi, D., & Sethy, S. K. (2018). Financial inclusion matters for economic growth in India : Some evidence from cointegration analysis. *International Journal of Social Economics*.

Shankar, S. (2013). Financial inclusion in India : Do microfinance institutions address access barriers. *ACRN Journal of Entrepreneurship Perspectives*, 2(1), 60-74.

Sharma, D. (2016). Nexus between financial inclusion and economic growth : Evidence from the emerging Indian economy. *Journal of financial economic policy*. <http://dx.doi.org/10.1108/JFEP-11-2014>

Singh, D., & Stakic, N. (2021). Financial inclusion and economic growth nexus : Evidence from SAARC countries. *South Asia Research*, 41(2), 238-258.

Sreedevi, V., & Meena, K. (2011). ICT and financial inclusion. *International Journal of Business Management, Economics and Information Technology*, 3(2), 331-334.

Swamy, V. (2012). Bank-based financial intermediation for financial inclusion and inclusive growth. *Available at SSRN 2126834*.

Valensisi, G. (2020). COVID-19 and global poverty : Are LDCs being left behind?. *The European Journal of Development Research*, 32(5), 1535-1557.

Van, L. T. H., Vo, A. T., Nguyen, N. T., & Vo, D. H. (2021). Financial inclusion and economic growth : An international evidence. *Emerging Markets Finance and Trade*, 57(1), 23